



Processus décisionnel éclairé par des faits probants au Canada : Comment un mouvement populaire a ravivé le respect pour la science?

ÉTUDE DE CAS

Sommaire

En 2012, les prises de décision basées sur des faits probants se faisaient plus que rares au Canada. Durant six ans, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a vigoureusement tenté de mettre la science sur le banc de touche afin de palier toute opposition aux politiques conservatrices. Une exclusion volontaire de la science dans les décisions politiques et le musellement des scientifiques du gouvernement ont réveillé la colère des scientifiques et de leurs partisans, ce qui a mené à la création d'Evidence for Democracy (E4D). Puis, un mouvement populaire a permis de remettre les processus décisionnels éclairés par des faits probants au goût du jour au sein du gouvernement. La présente étude de cas revient sur les événements survenus de 2006 à aujourd'hui pour mieux cerner ce qui a permis de faire bouger les choses et souligner ce que les autres autorités compétentes pourraient en tirer pour agir. Alerte au divulgâcheur : la création d'une plateforme centralisée telle qu'E4D et l'appui de scientifiques bien disposés à tout faire pour que soient mis en place des processus décisionnels du gouvernement éclairé par des faits probants sont indispensables.



TABLE DES MATIÈRES

Comment la guerre du Canada contre la science a-t-elle commencé?	4
Perpétuer le mouvement	6
En gagnant la guerre pour la science	8
1. Faire en sorte que les scientifiques se fassent entendre	8
2. Une plus grande ouverture des sciences	10
3. Comprendre ce qui se joue entre la presse et le public	11
4. Assimilez la manière dont les politiques sont mises en œuvre	13
S'appuyer sur la confiance qu'ont les Canadiens en la science	17
Une campagne au long cours	18
Pour aller plus loin	21
Le mot de la fin	22



COMMENT LA GUERRE DU CANADA CONTRE LA SCIENCE A-T-ELLE COMMENCÉ?

Au mois d'août 2015, un scientifique du gouvernement fédéral, nommé Tony Turner, a été mis en congé administratif, en attendant l'issue d'une enquête dont il fait l'objet après avoir écrit et chanté une chanson de protestation politique, qu'il avait partagée sur Youtube, demandant la démission du premier ministre (PM) et dirigeant du Parti conservateur de l'époque, Stephen Harper.

Spécialiste des sciences physiques dont les recherches portaient sur les oiseaux migrateurs, Tony Turner était également chanteur de musique folk et parolier. Lassés de voir le gouvernement de Stephen Harper décrédibiliser la science et réduire les scientifiques au silence, Tony Turner et certains de ses amis ont produit une chanson de protestation politique dont le refrain scandait « Harperman, it's time for you to go! » (« Monsieur Harper, il est temps pour vous de nous quitter! »).

Cette chanson traitait différents problèmes, en mettant l'accent sur la manière dont le gouvernement traitait la science et les scientifiques, à travers des paroles telles que « Won't buy into climate change/Until it's sold on the stock exchange... » (« il n'investira pas dans le changement climatique/tant qu'il ne sera pas coté en bourse ». « *Harperman, a Protest Song* » a été très largement diffusée par les médias. Plus tard dans l'année, la chanson était reprise dans des douzaines de villes et lors d'un rassemblement sur la Colline du Parlement. Ce fut un élément déterminant d'un mouvement grandissant de protestation contre le gouvernement conservateur.

Comment le Canada a-t-il pu en arriver au point de laisser son gouvernement renier la science?

En 2006, Stephen Harper devient le 22^e premier ministre du Canada. Cette élection a été un tournant décisif dans l'Histoire du Canada. Le début d'une période « sombre » en ce qui concerne le rôle de la science dans le processus décisionnel et politique du gouvernement.

Stephen Harper obtient un gouvernement minoritaire lors des élections de 2008, puis un gouvernement majoritaire lors de celles de 2011.

Cependant, il ne commencera pas immédiatement à exercer son autorité et à démanteler le rôle de la science dans les processus décisionnels. La situation s'est dégradée petit à petit. Le fossé entre les preuves et les politiques mises en œuvre s'est creusé progressivement, mais sûrement. Les preuves scientifiques qui contredisaient les priorités politiques étaient systématiquement ignorées. Tout d'abord, discrètement, ces preuves ont commençait être écartées et les programmes de recherche interrompus. Au cours des années qui ont suivi, l'approche s'est faite plus agressive : le bureau du conseiller national des sciences (CSC) auprès du gouvernement du Canada a été démantelé, la version longue du formulaire de recensement supprimée et le Canada s'est retiré du Protocole de Kyoto.

L'objectif principal du gouvernement de Stephen Harper visait à accroître de manière exponentielle le secteur des ressources naturelles du Canada, production pétrolière comprise. Rien ne s'éloignait plus des preuves associant sables pétrolifères et crise climatique. Aussi, le gouvernement a-t-il interrompu les programmes scientifiques et de recherche et commencé à empêcher les scientifiques du gouvernement de s'exprimer, en contrôlant de manière stricte toute communication avec les médias.



En 2006, Stephen Harper devient le 22e premier ministre du Canada. Cette élection a été un tournant décisif dans l'Histoire du Canada. Le début d'une période « sombre » en ce qui concerne le rôle de la science dans le processus décisionnel et politique du gouvernement.

Avance rapide jusqu'en 2022

Aujourd'hui, le gouvernement fédéral du Canada fait preuve de bien plus de respect et d'écoute envers la science. En 2015, le Parti libéral du Canada est élu avec un gouvernement majoritaire, puis réélu en 2019 et en 2021 avec un gouvernement minoritaire. Le parti investit de nouveau dans la recherche fondamentale, finance des bourses d'études supérieures, réinstalle la fonction de CSC, embauche de nouveaux conseillers scientifiques ministériels et met en œuvre des politiques d'intégrité de la recherche afin de permettre aux scientifiques de s'exprimer librement. Le parti reconnaît que le changement climatique provoque un état réel de crise et soutient l'établissement d'un prix pour le carbone.

Mais nous vivons à une époque de turbulences et de focalisation politique. Il est essentiel que nous comprenions le phénomène qui a permis d'effectuer ce retournement de situation, sans quoi nous risquons de devoir, de nouveau, faire face à ce phénomène d'oppression de la science. D'autres pays sont concernés par la même problématique.

Il est de notre devoir de nous interroger sur ce qui nous a permis de rétablir la situation (même si cette dernière n'est pas parfaite). Comment a-t-on restauré le respect de la science au cours de la dernière décennie? Quelles leçons les autres pays peuvent-ils en tirer? Quels sont les écueils, les défis et les meilleures pratiques dont nous devons tenir compte afin d'éviter que la situation ne dérape à nouveau?

PERPÉTUER LE MOUVEMENT

Chez E4D, nous pensons que les scientifiques canadiens et le public ont joué un rôle significatif dans le processus de retour aux prises de décisions fondées sur des faits scientifiques au sein du gouvernement fédéral. En d'autres mots, la revendication et la mobilisation populaire ont permis de réellement changer les choses et ont influencé un retour au processus décisionnel éclairé par des faits probants. Le titre accrocheur de Tony Turner a fait suite à d'autres événements qui, ensemble, ont permis de rejeter l'approche oppressive du gouvernement.

En 2010, lors du second mandat de Stephen Harper, le gouvernement conservateur a éliminé la version longue du formulaire de recensement. Plusieurs organismes de recherche, entreprises et syndicats ont rédigé une lettre ouverte afin de protester contre la perte de ces sources de données essentielles. Plus tard, au cours de la même année, de nombreux exemples ont révélé que le gouvernement empêchait les scientifiques du gouvernement de s'exprimer devant les médias. Des chercheurs, au sein ou en dehors du gouvernement, ont commencé à dénoncer cette situation, parfois au travers d'éditoriaux. La presse nationale a donc décidé de couvrir davantage ce sujet qui commençait à s'apparenter à une guerre contre la science.

En 2012, la situation atteint son point culminant avec le projet de loi C-28. En restant dans le flou, avec un intitulé anodin (« Loi portant exécution de certaines dispositions du budget »), le projet de loi vise à réduire les mesures de protection environnementales, à couper les budgets des établissements de recherche et à fermer plusieurs établissements de recherche du gouvernement. La fermeture de la région des lacs expérimentaux (RLE), un laboratoire vivant de classe mondiale travaillant sur la protection de l'eau douce, faisait partie des projets.

Aussi, cet été, un groupe d'étudiants de cycle supérieur et de professeurs de l'Université d'Ottawa ont organisé une manifestation. Des centaines de scientifiques et des milliers de supporteurs ont marché jusqu'à la Colline du Parlement lors du rassemblement dénonçant la « transparence en déclin ». Certains portaient des manteaux blancs, tandis que d'autres arboraient des tenues évoquant la mort munie de sa faux. Leur demande était claire : il était indispensable de mettre en place un processus décisionnel éclairé par des faits probants pour une démocratie forte et pour le bien-être des Canadiens.

Cette manifestation, largement relayée par la presse, fut un moment décisif.

Lancement d'E4D

Scott Findlay, professeur de biologie à l'Université d'Ottawa, et Katie Gibbs, alors candidate au doctorat en biologie de la conservation dans la même université, ont joué un rôle clé dans l'organisation de cette manifestation.

« De nombreux scientifiques nous ont dit participer pour la première fois à une marche de protestation et avoir brandi des bannières. Ils se sont sentis plus forts et investis d'une réelle mission », explique Katie Gibbs.

Ils savaient alors que le Canada avait besoin que l'on défende des intérêts pour que cette marche porte ces fruits. Après avoir échangé avec les organisateurs de la manifestation, ils se sont mis à la recherche d'organisations soutenant la même cause dans d'autres pays, telles que l'Union of Concerned Scientists (UCS) aux États-Unis et Sense About Science au Royaume-Uni. Ils ont intégré E4D au mois d'octobre 2012. Katie Gibbs en est devenue la directrice générale.

En 2013, ils avaient déjà lancé leur première campagne : la « *science non-censurée* ». Cette campagne s'attaquait au musellement des scientifiques du gouvernement et consistait principalement en une pétition publiée en ligne, bien avant qu'E4D ne devienne un site Web. Le microsite permettait de publier un journal des situations dans lesquelles les scientifiques avaient été réduits au silence par le gouvernement et tendait à encourager le public à agir en signant une pétition destinée au gouvernement et demandant à ce que la liberté d'expression soit rendue aux scientifiques du gouvernement.

À l'approche des élections de 2015, E4D a continué à militer pour l'importance de la science et des preuves qu'elle apporte. Son travail s'appuyait sur la conviction que la première étape vers la mise en place d'un processus décisionnel éclairé par des faits probants tenait dans l'élection d'un gouvernement qui ferait preuve de son engagement envers la science et l'utilisation de preuves scientifiques.

Mais cet état de fait tristement simple et évident ouvre la porte à tout un monde complexe et ambitieux. En effet, en démocratie, pour élire un gouvernement qui tienne compte des principes que vous défendez, vous devez avant tout convaincre un électorat de leur bien-fondé. Les politologues, les partis politiques et les entreprises spécialisées dans les relations publiques ont travaillé des décennies et des carrières durant dans le but de déterminer la meilleure manière de sensibiliser les électeurs à certaines problématiques. Pourtant, le moment venu, les élections apportent encore leur lot de surprises.

Points importants à retenir :
il s'agit de capter un élan préliminaire en matière de mise en place de processus décisionnel éclairé par des faits probants et de l'exploiter pour faire avancer les choses. En consultant d'autres organisations et d'autres pays ayant effectué un travail similaire. En documentant les cas de dénégation de la science ou d'oppression des scientifiques de la part du gouvernement. En partageant votre indignation et en provoquant une réponse du public. En invitant le public à se joindre à votre cause et à agir.



EN GAGNANT LA GUERRE POUR LA SCIENCE

En déployant les étapes initialement suivies par E4D pour rétablir un processus décisionnel éclairé par des faits probants, il apparaît évident qu'il est, entre autres choses, important pour les scientifiques :

- **de se faire entendre et de communiquer avec les Canadiens afin de partager des connaissances scientifiques et de faire reconnaître leur valeur**
- **de décloisonner le domaine de la science pour le rendre plus ouvert et accessible**
- **d'apprendre à utiliser les médias à leur avantage**
- **de comprendre la manière dont les politiques sont mises en œuvre**

Ces différents éléments sous-entendent que les scientifiques doivent également devenir des activistes ou, tout du moins, acquérir certaines compétences en la matière. Le paragraphe suivant de la présente étude de cas fournit plus de détails concernant les moyens mis en œuvre par E4D pour soutenir cette démarche.

1. Faire en sorte que les scientifiques se fassent entendre

Le défi principal en matière de sensibilisation du public au domaine scientifique est incarné par les scientifiques eux-mêmes. Non pas parce qu'ils sont partie intégrante du problème, mais parce que leur formation professionnelle ne les prépare pas à affronter cet élément essentiel de la solution, à savoir expliquer leur travail et sa pertinence pour la société.

La question est donc « qui devrait se charger de fournir ces explications? » Sally Otto, de la chaire de recherche du Canada (CRC), a aidé de jeunes diplômés à apprendre à faire le lien entre leur travail et la politique scientifique au Canada. Elle a insisté sur

le fait que les scientifiques se devaient de posséder diverses compétences et qu'il serait cohérent d'y ajouter les relations publiques.

« Le métier de scientifique est un métier difficile », explique-t-elle. « Vous dirigez une équipe, vous supervisez des étudiants, vous enseignez et bien plus encore. Ce n'est pas anodin de vouloir y ajouter une formation journalistique, une formation en politique scientifique et j'en passe. »

« Toutes ses préoccupations sont justifiées », explique le Docteur Lucky Tran, directeur de la communication scientifique et des relations avec les médias de l'université Columbia. « Mais les leçons que nous avons apprises, en grande partie grâce au travail d'E4D au Canada, nous ont permis de découvrir que les scientifiques souhaitent se mobiliser, mais ne savent pas toujours comment faire. Il est nécessaire qu'ils puissent s'appuyer sur une structure existante et qu'ils soient encouragés. »

E4D est là pour équiper la communauté scientifique au Canada afin qu'elle soit en mesure de s'engager dans la vie politique publique en produisant et en rendant accessibles des ressources faciles d'utilisation, qu'il s'agisse de webinaires ou de trousseaux à outils, en passant par des séances de formation en présentiel, portant sur des sujets qu'ils pourront aborder à tout moment lors de consultations prébudgétaires fédérales ou auprès de leurs députés.

Des formations et des ateliers sur la manière de « politiser » la science et destinés aux scientifiques et aux chercheurs sont également proposés dans tout le pays. Par exemple, E4D a récemment lancé le programme d'accélération « de la science à la politique », un programme d'enseignement et de formation destiné aux chercheurs en début de carrière qui souhaitent apprendre les bases de l'engagement dans les politiques publiques.

Lucky Tran est le cofondateur de l'organisme à but non lucratif « Marche pour les sciences » et coorganisateur de la marche des scientifiques qui a eu lieu à Washington après l'élection de Donald Trump. Il a soulevé le fait que, généralement, les scientifiques n'aiment pas partager leurs travaux publiquement et ont, jusque là, évité de militer pour telle ou telle cause, souvent par peur de perdre la confiance du public ou de contribuer à diviser l'opinion au niveau fédéral.

Certains scientifiques s'inquiétaient du fait que la marche à Washington renforce, pour certains, l'idée qu'ils n'incarnent qu'un groupe de pression de plus. D'autres craignaient de s'exprimer par peur des représailles sous forme de coupes budgétaires. D'autres estiment que la science doit plaider pour sa propre cause, préservée de toute préoccupation politique.

Katie Gibbs insiste sur cette nécessité de rester à l'écart de toute politisation. « Notre objectif n'était pas, est n'est toujours pas, de faire de la science un enjeu politique », explique-t-elle. « Le changement climatique, qui alimente actuellement tous les débats et divise, est l'exemple parfait de ce que nous souhaitons éviter. »

Pourtant, il est important que les scientifiques acquièrent une certaine confiance en eux quant à leur capacité à exprimer leurs opinions afin que les décideurs politiques reçoivent les renseignements directement de leur part, sans qu'ils ne soient passés par le filtre de certains acteurs politiques ou de certains groupes d'intérêt.

« Certains types de réponses doivent être apportées par des personnes capables de remettre en contexte les risques encourus, les renseignements et les données, et formées de manière à pouvoir efficacement vulgariser ces mêmes renseignements, » explique Michael Halpern, ancien directeur adjoint du Center for Science and Democracy de l'UCS aux États-Unis.

Un vocabulaire commun

En d'autres termes, quelle est la valeur d'une preuve si personne n'en a entendu parler ou si les gens ne peuvent pas la relier à leur quotidien? Il est possible d'aider le public à mieux comprendre ces données en créant et en finançant des postes destinés à des personnes compétentes dans le domaine de la mobilisation de connaissances et de la communication scientifique.

En fin de compte, les parties prenantes clés impliquées dans le processus décisionnel éclairé par des faits probants sont les scientifiques, les décideurs politiques et le grand public. Il est essentiel que tous parlent la même langue.

E4D a formé avec succès des scientifiques afin de combler le fossé avec les décideurs politiques en communiquant sur différents supports, tels que les réunions avec des représentants politiques, la rédaction d'articles d'opinion efficaces, la création de campagnes politiques et la participation au travail parlementaire.



Points importants à retenir : il faut reconnaître que certains scientifiques sont réticents, à juste titre, à l'idée de pénétrer la sphère politique. D'autres peuvent avoir besoin d'être guidés pour devenir porte-parole ou activistes. Notre travail auprès des scientifiques consiste à veiller à ce qu'ils comprennent mieux la pertinence d'une politique par rapport à leurs travaux et la nécessité de communiquer l'intérêt qu'ils représentent pour la société, ainsi qu'à leur fournir les outils pour ce faire.

2. Une plus grande ouverture des sciences

Le fossé entre la science et la politique peut également être comblé en encourageant un mouvement appelé « science ouverte », qui tend à rendre les processus et les pratiques scientifiques plus transparents et accessibles afin que les avantages qu'ils offrent soient mieux compris et partagés dans le monde entier.

La science ouverte est un mouvement qui va à l'encontre de l'arrangement habituellement « fermé » qui veut que les contributions, les résultats et les processus scientifiques soient accessibles uniquement de manière payante ou aux chercheurs et autres collaborateurs scientifiques. Il vise à les rendre accessibles au plus grand nombre. Le processus de production de connaissances scientifiques doit, lui aussi, s'ouvrir. Les scientifiques doivent co-créditer des projets de recherche pertinents pour la société en impliquant des personnes qui ne sont pas issues de leur milieu.

Par exemple, un public plus large peut participer à des activités telles que des recherches collaboratives ou participatives, l'externalisation ouverte, le volontariat scientifique et des méthodes de recherche transdisciplinaires. Les projets de recherche participatifs mettent l'accent sur la prise en compte de priorités et points de vue locaux, en incluant les membres de la communauté concernés par la recherche.

E4D a publié un article de soutien à la science ouverte, ainsi que deux rapports, en 2021, traitant de la relation entre la transparence dont fait preuve le gouvernement et les preuves. Ces articles proposent un cadre d'évaluation de l'utilisation des preuves au Canada, en insistant sur l'évaluation de la manière dont les preuves nourrissent la politique. L'organisation encourage une plus large ouverture de la science, mais également de la politique.

Les scientifiques œuvrent parfois depuis une tour d'ivoire universitaire. Du moins, c'est ainsi qu'ils peuvent être perçus. Ainsi, l'Oxford English Dictionary définit cette tour d'ivoire comme un état d'isolement et de séparation entre les faits et les valeurs concrets et le monde réel. Le problème résidant dans la

douve construite entre la tour et la ville, c'est-à-dire, la déconnexion entre la science et la pertinence pour la société ou l'échec de certains scientifiques qui souhaitent les rapprocher, ou l'idée même de s'interroger sur cet état de fait.

Plus simplement, une ligne directe entre la science et son incidence n'est pas indispensable, et pourrait même rebuter certains chercheurs, inquiets à l'idée que les répercussions qui en découleraient puissent limiter leur champ d'action professionnel. Il existe bien un mode de pensée qui valorise la curiosité et la science pour la science. Cependant, d'autres scientifiques s'accordent pour affirmer que si leurs travaux sont financés par des fonds publics, alors il est cohérent de les ancrer dans le monde réel afin de résoudre les problèmes rencontrés par ce dernier.

Quoiqu'il en soit, la dure réalité est qu'il est plus facile d'obtenir le soutien du public, et donc, par extension, le soutien politique, pour la science si ce public comprend en quoi les répercussions lui seront bénéfiques. Pour résumer, une preuve devrait profiter au public plutôt que de l'induire en erreur ou de le repousser.

Entre autres, la science ouverte consiste à :

- **démocratiser les renseignements afin que les non-scientifiques puissent y accéder**
- **expliquer les résultats scientifiques aux gens sans arrogance ou sans utiliser de vocabulaire spécialisé inutilement**
- **échanger avec le public plutôt que de le dénigrer ou de l'ignorer**
- **développer des travaux de recherche permettant de renforcer la confiance du public en la science (puisqu'il aura souscrit à ce processus)**

Un fonctionnement ouvert insiste sur la responsabilité du gouvernement, ainsi sur la possibilité que la science obtienne davantage de résultats politiques positifs et soit en mesure d'aider le plus de personnes possible.

Points importants à retenir : soutenir le mouvement de la science ouverte. Trouver des moyens de l'expliquer à des collègues, au public, etc. Inciter le gouvernement à soutenir ce mouvement, à être aussi précis que possible en ce qui concerne ses engagements et à fournir des garanties institutionnelles protégeant l'intégrité scientifique. Entamer le dialogue avec les journalistes et les influenceurs afin qu'ils abordent le sujet. Utiliser les plateformes des réseaux sociaux pour lancer des discussions à propos de la science ouverte.

3. Comprendre ce qui se joue entre la presse et le public

On a commencé à observer des exemples de situation où le gouvernement a empêché les scientifiques de s'exprimer dans les médias vers 2010, lors du second mandat du Parti conservateur. En réponse à quoi les médias populaires canadiens ont commencé à couvrir le sujet de la « guerre contre la science ».

Puisque les médias influencent l'opinion publique, qui en retour influence les résultats des élections, la couverture médiatique est une donnée essentielle du changement, quelle que soit la problématique.

Fort heureusement, la presse canadienne est libre et les journalistes professionnels sont fiers de leur capacité à rester objectif et à ne pas se laisser influencer par des groupes d'intérêt.

Cependant, la presse peut toujours se laisser convaincre du bien-fondé de couvrir un sujet porté à leur attention, si son potentiel médiatique lui semble suffisant. Aussi, comprendre comment sont prises les nouvelles décisions et comment présenter des idées de sujets est un élément pertinent à inclure dans la trousse à outils du processus décisionnel éclairé par des faits probants. Même si l'objectif consiste à encourager les scientifiques et les chercheurs à rédiger eux-mêmes des éditoriaux et des articles d'opinion (contrairement au fait de persuader des journalistes de le faire), il faut encore convaincre les rédacteurs de lire et de publier les textes.

La plupart des nouvelles organisations privilégient :

- **la rapidité** : les nouvelles sont intéressantes parce qu'elles sont récentes
- **la proximité** : les gens s'intéressent à ce qui concerne leur communauté, leur province ou leur pays
- **le conflit** : les problèmes et les polémiques attirent l'attention des lecteurs
- **la dimension humaine** : les gens s'intéressent aux autres
- **la pertinence** : les consommateurs privilégient les renseignements qui leur permettent de prendre des décisions éclairées



Heureusement pour cette cause, de nouvelles organisations militent également pour la liberté d'expression et s'opposent à la censure, tout comme le font les scientifiques. Lorsque le gouvernement censure des scientifiques et punit ceux qui souhaitent s'exprimer, la presse s'empare du sujet. Ce qui est en accord avec la plupart des valeurs susmentionnées.

De même, lorsque le Parti conservateur a commencé, plus fréquemment et fermement, à prendre des décisions pour étouffer le milieu de la recherche, en 2010, les médias populaires canadiens se sont penchés sur le sujet. Les chercheurs du gouvernement et les autres ont commencé à dénoncer ces pratiques, à écrire des éditoriaux et à partager leurs histoires et leurs opinions avec la presse.

E4D a immédiatement compris ce qui se jouait là : tout tournait autour de l'implication du public et des relations avec les médias. L'une des premières mesures prises par l'organisation a consisté à rédiger un plaidoyer pour la science afin de mobiliser le public autour de l'importance inhérente de la science et des preuves dans le processus de création d'une démocratie forte. Plus de 3 000 personnes dans tout le Canada ont signé ce plaidoyer, y compris des citoyens célèbres, tels que David Suzuki ou Margaret Atwood. E4D a organisé 40 événements dans tout le pays afin de réaffirmer l'importance de la science dans le processus électoral et s'est servi de cette campagne pour interpeler les candidats aux élections lors de réunions ou d'événements. Finalement, 80 candidats, de différents partis, se sont mobilisés.

Voici ce que disait notre plaidoyer :

« Je suis fermement persuadé que tous les Canadiens tirent le meilleur d'un gouvernement qui sollicite, recueille et utilise des preuves et s'appuie sur l'expertise nécessaire à la prise de décisions politiques éclairées afin de veiller à leur santé, à leur sécurité et à leur prospérité. Je soutiens toute mesure qui permet d'investir dans la science dans l'intérêt du public, d'obtenir des renseignements scientifiques de manière claire, honnête et opportune et de rendre publiques les preuves prises en compte par le gouvernement. »
Plaidoyer pour la science

Aperçu des raisons qui poussent les gens à s'investir dans une cause et de la manière dont ils le font

Tel que susmentionné, il s'agit de persuader le public de l'importance de bénéficier d'un processus décisionnel éclairé par des faits probants. Si vous mobilisez les électeurs en faveur d'un processus décisionnel éclairé par des faits probants et le faites savoir aux politiciens, ces derniers sont plus à même de prendre des décisions pertinentes. C'est pourquoi, il convient de prendre le temps d'identifier ce qui motive les gens à s'engager sur ce sujet et de quelle manière ils souhaitent participer à cette cause.

Une étude effectuée auprès de la communauté d'E4D nous a permis de découvrir que les raisons qui poussaient les gens à réclamer un processus décisionnel éclairé par des faits étaient très diverses. Certains sont motivés par la frustration à propos d'un sujet ou d'un événement donné. D'autres sont concernés par le processus décisionnel éclairé par des faits probants en tant que concept.

E4D a découvert que le public décidait de s'impliquer de différentes manières : en signant des pétitions, en rencontrant des représentants élus et en partageant du contenu numérique. La communauté scientifique a mis en avant le rôle d'E4D en tant que chef de file dans l'élaboration de campagnes et la mise à disposition de différentes façons d'agir.

Pour d'autres organismes souhaitant obtenir des résultats similaires, cela signifie qu'il est nécessaire d'impliquer le public du début à la fin en matière de science, de processus scientifiques et de création et de partage des preuves.

Bien sûr, ces efforts peuvent sembler vains dans un contexte de populisme grandissant. Dans le cadre d'une enquête menée auprès de la communauté d'E4D, destinée à savoir si la perception et la compréhension de la science et du processus décisionnel éclairé par des faits probants s'étaient améliorées au Canada ces dix dernières années, seuls 43 % des personnes interrogées ont indiqué avoir noté une certaine amélioration. Plus de la moitié a affirmé n'avoir remarqué aucun changement ou que la situation s'était dégradée. Les réponses à cette même question posée dans le monde étaient tout aussi décourageantes : près de la moitié des personnes interrogées ajoutent



Points importants à retenir : les médias permettent de façonner l'opinion publique et le soutien du public à propos d'une problématique donnée précède bien souvent celui des politiciens. E4D a créé des liens forts avec les médias, rédigé un plaidoyer, a organisé des événements d'envergure nationale et a communiqué publiquement son message. Découvrez ce qui motive vos abonnés et quelles sont leurs sources d'information. Intégrez les grands principes qui régissent les relations avec les médias. Admettez que la situation politique actuelle complique votre travail.

que la perception et la compréhension de la science et du processus décisionnel éclairé par des faits probants se sont dégradées.

4. Assimilez la manière dont les politiques sont mises en œuvre

E4D a appris qu'amener le grand public à soutenir le processus décisionnel éclairé par des faits probants était essentiel pour pousser les politiciens à prendre des décisions pertinentes.

« Je pourrais débattre avec un politicien pendant des heures afin d'expliquer pourquoi être contre les OGM n'a absolument rien de scientifique », explique le Docteur Rob Annan, président et PDG de Génome Canada. « Mais cela ne servirait à rien si ce politicien n'agit pas par la suite. En effet, cela ne sert à rien, si? Il va se contenter de m'affirmer qu'il a toute confiance en ce que je lui dis. Que c'est intéressant. Que ce sujet est passionnant. Qu'il me croit. Que tout le ministère a foi en ce que je dis. Tout le monde me croit...mais en réalité, la démocratie nous rattrape. Les électeurs votent pour un gouvernement qui reflète leurs désirs. Donc, en fin de compte, c'est le public que je dois convaincre. Les scientifiques n'ont pas conscience de cet état de fait. »

Une étude d'E4D basée sur des entretiens avec des députés canadiens a révélé que, même s'ils avaient les meilleures intentions du monde, de nombreux obstacles empêchaient les politiciens de faire appel aux données et aux preuves scientifiques les plus probantes dans le cadre de décisions politiques. Parmi ces obstacles : le rejet des électeurs, les pressions de la part des industries ou des groupes de pression, les limites imposées par les échéances et les capacités de recherche, la difficulté à trouver ou à interpréter des preuves complexes et les controverses dans les domaines concernés.

« Cela peut être décourageant », convient Jim Handman, directeur général de Science Media Centre et ancien chef de production du programme scientifique de la Société Radio-Canada (SRC), *Quirks and Quarks*. « Notre premier ministre, le chef du Parti libéral, Justin Trudeau, s'est engagé à agir contre le réchauffement climatique et aborde le sujet régulièrement. Il a même rebaptisé Environnement

Canada en Environnement et changement climatique Canada. Puis il a acheté un pipeline. »

Pendant longtemps, il était admis que les scientifiques ne voulaient rien avoir affaire avec les groupes de pressions politiques et que le relationnel avec ces derniers ne faisait pas partie de leur fiche de poste. Mais il se pourrait que cela soit nécessaire. Et ce serait même parfois indispensable. Parmi les stratégies à mettre en œuvre, nous pourrions citer le fait d'imposer sa présence, d'échanger avec le public, de s'entretenir avec un ministre, de nouer des liens avec la fonction publique, de promouvoir un accès libre à la recherche et de rédiger des articles d'opinion concernant les répercussions politiques de la recherche.

Commencez par veiller à ce que chacun des membres de votre équipe responsable du processus décisionnel éclairé par des faits probants comprenne la manière dont fonctionne le gouvernement, qui sont les différentes parties prenantes et la nature du paysage politique. Ces renseignements permettront de déterminer qui a le pouvoir de changer les choses. Il est important de construire des relations de confiance avec les personnes influentes, comme l'illustre la réussite d'E4D, après des années de travail préparatoire.

Cela permet de mieux comprendre comment se dessine le paysage politique afin de présenter des preuves de manière à ce qu'elles s'ajustent aux attentes politiques. L'élaboration des politiques consiste en un processus complexe dont la preuve n'est qu'un élément.

« La communauté des chercheurs doit comprendre que les décisions politiques ne sont pas prises uniquement à partir de l'étude de preuves concrètes », explique Paul Dufour, professeur associé de l'Institut de recherche sur la science, la société et la politique l'Université d'Ottawa. De nombreux scientifiques partent du principe qu'à partir du moment où une vérité est énoncée ou un fait objectif démontré, une mesure cohérente sera prise. Ce n'est pas toujours le cas.

« Le processus de prise de décision est complexe. Vous devez en maîtriser les tenants et les aboutissants. D'une certaine manière, il s'agit là de la différence entre l'ignorance politique et l'ignorance scientifique. Créer un lien entre les deux afin de se faire entendre par les deux communautés afin de mieux comprendre la manière dont chacune fonctionne est un art. »

« Tandis que la production et la présentation de preuves se doivent d'être protégées de toute ingérence politique, la convenance politique sera de mise lors du processus d'élaboration des politiques. C'est un fait », précise Rob Annan. « Nous ne voulons pas d'un gouvernement de technocrates incapables de répondre aux demandes des citoyens. »

Points importants à retenir : pour remporter la guerre politique pour un processus décisionnel éclairé par des faits probants, vous devez avant tout remporter la bataille du public. Même un politicien qui croit fermement en la science et aux preuves peut avoir des difficultés à prendre des décisions uniquement basées sur ces dernières si ses électeurs ont d'autres priorités. C'est pourquoi il est essentiel de saisir l'importance du travail qui doit être fait en parallèle en matière de relations avec les médias et de publicité au sujet de la mise en place d'un processus décisionnel éclairé par des faits probants. Les deux vont de pair.





L'étude a révélé que 72 % des personnes interrogées dans le monde entier avaient confiance en leurs scientifiques et que 73 % faisaient confiance à leurs médecins ou à leurs infirmiers avant toute autre source de renseignements en matière de santé. Au Canada, ces chiffres montent à 86 et 91 % respectivement.

S'APPUYER SUR LA CONFIANCE EN LA SCIENCE

Le Canada, comme la plupart des pays, n'est pas un pays parfait en matière de culture scientifique ou de confiance portée aux scientifiques, aux professionnels des soins de santé ou aux institutions gouvernementales.

Bien avant la pandémie de COVID-19, des communautés au Canada ont dû faire face à des épidémies de rougeole parce que les parents ne faisaient pas confiance au parcours de vaccination infantile.

Le Canada est cependant bien mieux loti que d'autres pays sur ce point. Un rapport d'Environics publié pendant la pandémie de COVID-19 a permis d'étudier des données d'une étude Wellcome Global Monitor datant de 2018 et portant sur les comportements face à la science et au système de santé (dirigée par Gallup) dans 140 pays. Il en ressort que les Canadiens font plus confiance que la moyenne aux scientifiques et aux professionnels de soins de santé, et ce, même dans les pays très développés où le niveau de confiance a tendance à être élevé.

L'étude a révélé que 72 % des personnes interrogées dans le monde entier avaient confiance en leurs scientifiques et que 73 % faisaient confiance à leurs médecins ou à leurs infirmiers avant toute autre source de renseignements en matière de santé. Au Canada, ces chiffres montent à 86 et 91 % respectivement.

Le degré de confiance que les Canadiens accordent à leurs gouvernements et aux médias est encore plus marqué par rapport à des pays comparables. Comparés aux populations d'autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), les Canadiens sont plus à même d'accorder une confiance élevée ou modérée à leur gouvernement et sont parmi ceux qui ont le plus confiance en leurs journalistes.

La différence est particulièrement remarquable entre le Canada et les États-Unis : 71 % des Canadiens disent faire confiance aux journalistes (contre 56 % des Américains) et 65 % des Canadiens affirment avoir confiance en leur gouvernement fédéral (contre 47 % des Américains). 78 % des Canadiens assurent faire confiance aux conseils médicaux et sanitaires communiqués par le gouvernement (contre 59 % des Américains).

Bien que cela soit impossible à prouver, les Canadiens, dans l'ensemble, sont plus à même que les citoyens d'autres pays de comprendre l'importance d'un processus décisionnel éclairé par des faits probants et d'attendre de leur gouvernement qu'il agisse en conséquence. Ou de s'indigner dans le cas contraire. E4D, et le mouvement pour un processus décisionnel éclairé par des faits probants a exploité et bénéficié de ces degrés de confiance élevés.

Culture scientifique

Cela peut, entre autres, s'expliquer par le niveau d'éducation et ses répercussions sur la culture scientifique. Le Wellcome Global Monitor, au sein de l'OCDE, a révélé que les Canadiens étaient les plus à même de s'appuyer sur la science à l'école élémentaire (88 %), à l'école secondaire (91 %) et au collège ou à l'université (51 %). Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves de l'OCDE a récemment dévoilé que les élèves en école secondaire au Canada atteignaient la deuxième place dans le classement en science parmi les élèves de 36 pays.

Les événements de 2022 de la Colline parlementaire à Ottawa et l'occupation des lieux qui a suivi dans le centre-ville en signe de protestation face aux mesures prises pendant la pandémie (entre autres) semble pourtant contredire cette idée qui voudrait que le Canada soit un modèle d'érudition et de confiance en son gouvernement et en ses médias. Malgré tout, si la manifestation s'est prolongée, elle n'a été soutenue et alimentée que par un petit nombre de Canadiens.


Un sondage de l'Institut Angus-Reid mené lors des manifestations et interrogeant les gens à propos des mesures qui, selon eux, devraient être prises, a indiqué que 72 % des Canadiens avaient répondu qu'il était temps que tout cela cesse et que chacun rentre chez soi.

UNE CAMPAGNE AU LONG COURS


E4D est née des rassemblements sur « la transparence en déclin » de 2012, s'est imposée en tenant le gouvernement conservateur responsable de ses actes et a acquis sa renommée durant les années suivant l'accession au pouvoir du Parti libéral, en 2015.

Grâce une prise de position lors des protestations qui ont précédé les élections de 2015, la première campagne d'envergure d'E4D a mobilisé la communauté scientifique au Canada et a aidé à faire en sorte que la science et le processus décisionnel éclairé par des faits probants deviennent des problématiques essentielles lors de la bataille électorale. Ce travail a été récompensé lorsque le Parti libéral, nouvellement élu, a entrepris de relancer certaines initiatives scientifiques mises au rebut par le Parti conservateur.

L'élection d'un gouvernement plus à l'écoute de la communauté scientifique a permis d'ouvrir la voie aux revendications pour un processus décisionnel éclairé par des faits probants au Canada. Les efforts populaires se sont transformés en campagnes et en initiatives plus nuancés : demande d'élaboration de politiques liées à la science plus précises, développement de relations



Points importants à retenir : les niveaux de culture scientifique élevés au Canada justifient la mise en place d'un processus décisionnel éclairé par des faits probants. Les pays ou organisations qui souhaitent défendre ou faire évoluer un processus décisionnel éclairé par des faits probants doivent prendre toutes les mesures possibles pour veiller à ce que tous les individus bénéficient de perspectives et d'encouragements égaux afin d'atteindre un niveau d'éducation le plus élevé possible, y compris en science. Les mesures destinées à remettre en place un processus décisionnel éclairé par des faits probants doivent réveiller chez les citoyens un véritable sentiment d'injustice si elles ne sont pas suivies.





avec des partenaires au sein du gouvernement, responsabilisation du gouvernement face aux engagements pris. La campagne la plus fructueuse d'E4D à cette époque a été #supportthereport, une initiative de sensibilisation en 2015 visant à amener le gouvernement fédéral à augmenter le budget alloué à la science fondamentale.

Aujourd'hui, E4D fait en sorte de redéfinir en permanence la notion de sensibilisation à l'utilisation des preuves dans le processus de prise de décisions et d'élaboration de politiques.

Il ne s'agit surtout pas d'arrêter toute campagne de sensibilisation une fois un gouvernement « amical » au pouvoir. Non. Vous faites évoluer votre tactique et vous maintenez la pression. C'est le moment de créer et de développer des relations avec des partenaires au sein du gouvernement, des décideurs et des influenceurs. Si et lorsque le gouvernement prend en effet des décisions éclairées par des faits probants, vous continuez de demander des comptes.

Dans le même temps, vous continuez d'informer le public à propos des valeurs portées par un processus décisionnel éclairé par des faits probants. Si un politicien constate que ses électeurs ne soutiennent pas les valeurs qu'il défend ou ne comprennent pas les preuves qui justifient une décision politique, il n'y a aucune raison pour qu'il l'applique, peu importe ce que disent les preuves.

La participation populaire a réellement porté la cause défendue par E4D lors de la campagne électorale de 2015 à travers une base de données de plus de 12 000 noms, y compris des personnes occupant des postes influents. Les politiciens ont été attentifs à ces idées parce qu'elles étaient bonnes, mais aussi parce qu'ils y voyaient un intérêt.

Voici quelques exemples de la manière dont E4D a continué à défendre un processus décisionnel éclairé par des faits probants, ainsi que la mise en œuvre de politiques spécifiques s'appuyant sur la science après l'élection du Parti libéral en 2015 :

- **Campagne exigeant un retour à la version longue du formulaire de recensement :** suite aux coupures imposées par le Parti conservateur à la version longue du formulaire de recensement au Canada, E4D a lutté pour faire valoir la nécessité de créer une base de données publique efficace destinée à renseigner le gouvernement. Le nouveau gouvernement l'a réinstaurée peu après son accession au pouvoir en 2015.
- **Rétablissement d'un poste de CSC :** E4D a mené une campagne nationale réclamant le retour d'un CSC au Canada. En 2016, le gouvernement a nommé le Docteur Mona Nemer à ce poste.
- **Recherche en faveur du climat :** Suite à l'interruption inattendue en 2016 d'un programme de science du climat qui finançait des recherches essentielles de stations dans l'Arctique canadien, E4D a lancé une campagne à plusieurs facettes pour sauver le Polar Environmental Atmospheric Research Lab (PEARL). 1,6 millions a été investi afin de veiller à ce que le PEARL reste en activité.
- **Veiller à l'intégrité de la science :** En partenariat avec l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC), E4D a demandé au gouvernement fédéral de mettre en œuvre des politiques d'intégrité de la science pour permettre aux scientifiques de s'exprimer à propos de leurs travaux et pour éviter toute ingérence politique. Ces politiques ont été mises en œuvre et adoptées dans tout le gouvernement en 2018.
- **Établissement d'un plaidoyer pour la vérité :** En 2019, à titre de partie intégrante d'un ensemble d'outils et de modules de formation destinés à lutter contre la désinformation, E4D a établi le plaidoyer pour la vérité et a encouragé ses membres à soutenir la lutte contre la désinformation en ligne.
- **Organisation de campagnes de votes pour la science :** En vue des élections fédérales de 2019 et de 2021, E4D a lancé des campagnes visant à encourager les électeurs à aborder avec leurs candidats locaux les problématiques liées à la place de la science, de la recherche et des preuves scientifiques dans le domaine politique.



Points importants à retenir : ne baissez jamais la garde, même si un gouvernement plus « amical » arrive au pouvoir. Continuez à vous concentrer sur la sensibilisation au processus décisionnel éclairé par des faits probants, à nouer des relations et à militer pour que le rôle de la science évolue encore au sein du processus décisionnel du gouvernement.

POUR ALLER PLUS LOIN

La bataille sans fin pour l'opinion publique n'est pas qu'affaire d'implication. C'est une lutte permanente dans un univers de revendications en concurrence les unes avec les autres.

Au début de la pandémie de COVID-19, il semblait que l'arrivée du virus allait raviver la confiance que les Canadiens accordaient aux scientifiques. Plusieurs études menées auparavant le suggéraient. Malencontreusement, les manifestations des camionneurs au mois de février 2022 ont laissé entendre que les choses avaient changé. Un groupe particulièrement virulent de Canadiens est parvenu à communiquer des renseignements fallacieux à propos du virus. Les mesures de santé publique mises en place devaient y être opposées.

Il est peut-être présomptueux d'affirmer que tous les manifestants étaient dans le déni des preuves scientifiques. Certains étaient peut-être en accord avec les faits scientifiques, mais irrités par les restrictions imposées. Quoiqu'il en soit, avec le temps, la pandémie de COVID-19 est devenue un écueil dans de nombreux pays, y compris au Canada, les individus favorisant souvent leurs besoins personnels au mépris de ceux d'autres personnes plus vulnérables dépendant de la solidarité et de la protection de leurs pairs. Ces deux groupes de personnes se trouvaient généralement sur des bords politiques opposés.

Si les Canadiens sont, dans l'ensemble, une population éduquée et qui a confiance en la science, en particulier comparée aux populations de nations pairs, ce n'est pas le cas de milliers de Canadiens qui continuent à réfuter les preuves, les faits et les conseils exposés par les professionnels de soins de santé diplômés et ayant l'intérêt public à cœur. Les manifestations de camionneurs ont levé le voile sur ces personnes si ancrées dans leurs croyances qu'aucune notion scientifique ne peut les ébranler. En grande partie parce qu'elles ne font pas

confiance à la presse qui interprète et communique les données scientifiques.

La problématique principale pour le Canada et les autres pays désireux de relancer un processus décisionnel éclairé par des faits probants tient dans le fait de regagner cette confiance perdue dans la science, la presse, le gouvernement et la démocratie, au sein de cette société fragilisée par la pandémie. S'il fallait tirer des leçons du travail effectué par E4D, ce serait qu'il est nécessaire de bénéficier d'un programme conçu pour enseigner plus intensément le civisme et l'Histoire, le rôle de la presse dans une démocratie saine et les perspectives offertes par l'utilisation de la technologie pour lutter contre la désinformation, pour créer des salles de rédaction composées d'équipes représentant les communautés qu'elles serviraient et réconcilier différents bords politiques grâce à des échanges avec les citoyens.

Ces idées, et d'autres encore, sont abordées dans *Ten Ways to Rebuild Trust in Media and Democracy*, publié par l'Aspen Institute.

LE MOT DE LA FIN

La présente étude de cas a permis de mettre en lumière de nombreuses approches que d'autres pays pourraient utiliser pour promouvoir un processus décisionnel éclairé par des faits probants. En fin de compte, ces idées se recoupent pour incarner à la fois problème et perspectives : les politiciens doivent rendre des comptes à leurs électeurs et sont motivés par le nombre de voix gagnées. Aussi, afin de veiller à ce que les partis politiques et les gouvernements en place respectent la science et s'appuient sur un processus décisionnel éclairé par des faits probants, il est indispensable de convaincre leur électorat des valeurs en jeu.

Il apparaît nettement que de nombreuses approches adoptées par E4D qui ont porté leurs fruits ont nécessité l'implication des scientifiques eux-mêmes. C'est donc un bon point de départ. Le problème de la mise en place ou de la restauration d'un processus décisionnel éclairé par des faits probants tient en grande partie dans le fait d'amener les scientifiques à s'impliquer et à leur fournir les outils nécessaires pour ce faire. Les pays doivent impliquer, responsabiliser et encourager leurs communautés scientifiques pour pouvoir prendre des mesures similaires à celles que nous avons mentionnées dans le cadre de cette étude de cas.

Il est indispensable de créer une organisation semblable à E4D, si ce n'est pas déjà fait. Un organisme dont la mission consisterait à formuler la demande de mise en place d'un processus décisionnel éclairé par des faits probants au sein de la communauté scientifique (et, plus largement, de la société) peut également tenir lieu de pôle de renseignements et d'activité destinés à alimenter les travaux, à rassembler les scientifiques et leurs partisans, à organiser des événements, à partager des outils précieux, à évaluer les progrès et à développer l'ambition.

La mission d'E4D, en particulier les premières années, s'est concentrée en grande partie sur le fait de donner à la communauté scientifique les moyens d'influencer l'opinion publique. Bien sûr, aux vues des réalités politiques, il est également indispensable d'insister sur la création d'un système de soutien qui ne se limite pas à une communauté de spécialistes. Il convient de ne pas sous-estimer la nécessité de favoriser la compréhension et le soutien du public envers la mise en place d'un processus décisionnel éclairé par des faits probants. Cependant, rien n'est possible sans la participation de scientifiques motivés disposant des outils nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.

En fin de compte, ces idées se recoupent pour incarner à la fois problème et perspectives : les politiciens doivent rendre des comptes à leurs électeurs et sont motivés par le nombre de voix gagnées. Aussi, afin de veiller à ce que les partis politiques et les gouvernements en place respectent la science et s'appuient sur un processus décisionnel éclairé par des faits probants, il est indispensable de convaincre leur électorat des valeurs en jeu.





Evidence for Democracy

123 Slater Street, 6th floor
Ottawa, Ontario
Canada K1P 5H2

E: info@evidencefordemocracy.ca
T: 1-844-335-3339 (toll-free)

Cette étude de cas a été réalisée grâce au généreux soutien de la *William and Flora Hewlett Foundation*.